



HAL
open science

Stratégies militaires et intelligence économique

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel. Stratégies militaires et intelligence économique. Intelligence économique et veille stratégique. Défis et stratégies pour les économies émergentes, L'Harmattan, 2005. hal-02937336

HAL Id: hal-02937336

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02937336>

Submitted on 16 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Stratégies militaires et intelligence économique

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

In

Intelligence économique et veille stratégique. Défis et stratégies
pour les économies émergentes

(Guerraoui, D., Richet, X. Eds.)

Institut CIMES

L'Harmattan, Paris

2005

L'intelligence économique constitue un processus de gestion de l'environnement par un acteur économique ou politique en vue d'améliorer ses stratégies en fonction des informations mises à sa connaissance. L'information est un élément clé de la puissance des Etats et de la concurrence économique et son recueil constitue une production de richesses. Il est essentiel pour améliorer la sécurité économique et militaire d'un pays, en disposant des informations nécessaires à une riposte en cas d'actions contraires ou opposées aux intérêts nationaux. Dans ces conditions, la protection économique des informations stratégiques nationales est essentielle et une veille constante doit être mise en place pour faire face aux menaces et aux effets de dominations d'un monde globalisé.

Economic intelligence is a process of environmental management by an economic or political actor in order to improve its strategies according to the information made available to it. Information is a key element of the power of States and economic competition and its collection constitutes a production of wealth. It is essential for improving a country's economic and military security, by having the information necessary for a response in the event of actions contrary or opposed to national interests. Under these conditions, the economic protection of national strategic information is essential and constant monitoring must be put in place to face the threats and domination effects of a globalized world.

Stratégie militaire, intelligence économique, sécurité économique, sécurité nationale, veille stratégique

Military strategy, economic intelligence, economic security, national security, strategic intelligence

La globalisation économique renforce la concurrence entre les entreprises et la compétition entre les nations, Elle ouvre le marché à un plus grand nombre de concurrents, elle diffuse des méthodologies et des outils sophistiqués, impliquant l'utilisation active des technologies de l'information. L'information est une source de la compétitivité des entreprises dans une économie fondée sur le savoir. La globalisation est une organisation mondiale du commerce mais aussi une concentration de matières grises, un foisonnement d'initiatives, d'innovations, de réseaux de savoir et de pratiques, d'opportunités d'apprentissage collectif. Ces activités sont les bases de l'intelligence économique. Les coûts de transmission de l'information n'ont cessé de diminuer et les capacités techniques d'augmenter. L'information est un élément clé de la compétitivité, mais aussi un facteur ; important de déstabilisation des concurrents. On parle même de « guerre d'information » pour signifier l'importance de cette matière première qu'est la connaissance et le renseignement dans les stratégies des acteurs internationaux ou nationaux. L'économie de l'information est un enjeu important, car elle permet « de rentabiliser, grâce à un coût marginal très faible d'usage et de diffusion, les investissements informationnels importants réalisés ex ante pour numériser les systèmes de transaction et de commercialisation »¹.

Dans ce contexte, la mise en place de l'intelligence économique par une nation ou une collectivité territoriale suppose la conception d'un système

¹- Baumard P., 2002 « Les limites d'une économie de la guerre cognitive », in *La manipulation de l'information*, Harbulot C., Lucas D., Paris, Editions Lavauzelle.

cohérent de production de savoir, de circulation et de protection de l'information et de la communication. L'intelligence économique est alors présentée comme l'un des outils de connaissance susceptible de fournir des informations sur les stratégies des concurrents et de préparer des décisions dans une situation de réduction de l'incertitude. Elle permet notamment de créer de nouvelles informations susceptibles de renforcer le pouvoir compétitif ou d'attraction de son utilisateur. Comme la compétitivité technologique des nations participe de puissance des nations, l'intelligence économique devient un instrument essentiel des stratégies des acteurs économiques. La globalisation se présente comme la mise en place d'une organisation mondiale de l'économie basée sur une concentration de matières grises, un foisonnement d'initiatives, l'essor des innovations, des réseaux de savoir et de pratiques et le développement d'opportunités d'apprentissage collectif. Ces activités sont les bases de l'intelligence économique.

La SCIP Society of Competitive Intelligence Professionals ou la Société des professionnels de l'Intelligence compétitive américaine) définit l'intelligence économique comme un processus de gestion d'un environnement compétitif, mis en place par les directeurs des entreprises, de façon à construire leurs stratégies en matière de commercialisation, de R&D ou de technologies. Il s'agit d'un processus continu qui suppose la collection d'informations selon des procédés légaux et éthiques². L'intelligence économique n'est pas synonyme d'espionnage "industriel". Dans son sens le plus étroit, il s'agit d'un système de recueil légitime de l'information, soutenu par un traitement spécifique et orienté en vue de produire des renseignements. Pour passer du renseignement à l'intelligence économique, un besoin d'éthique apparaît. Il s'agit alors renforcer la situation compétitive (Compétitive intelligence) ou technologique (Compétitive Technical Intelligence) d'une entreprise.

L'intelligence économique à plusieurs caractéristiques ;

- Elle est organisée autour du développement et de la compétitivité des entreprises,
- Elle fait intervenir l'idée d'entreprises nationales en relations étroites avec les impératifs de sécurité et de défense de la nation. L'Etat est partie prenante dans les stratégies et le pilotage du développement de l'entreprise et du maintien de sa compétitivité. Il intervient notamment pour favoriser les relations avec les autres espaces politiques, économiques et scientifiques.

²- Wang Qi, 2003, *What is Intelligence Work*, Conférences "Intelligence économique: recherches et applications, avril.

- Les collectivités territoriales elles-mêmes développent l'idée d'une "intelligence territoriale" comme outil de stratégie communication et pilotage.

Dans ce contexte, l'intelligence économique intéresse à la fois le développement des entreprises et la sécurité et la défense de la nation. En effet, une puissance militaire doit s'appuyer sur une économie forte, une technologie de pointe et un système d'information efficace en vue de comprendre les stratégies des autres acteurs. Si l'intelligence économique concerne les entreprises dans un premier temps, la faiblesse des unités de production nationales constitue aussi un facteur de réduction de l'indépendance et de la force d'une nation. Le gouvernement des Etats-Unis a souvent utilisé le critère de la défense nationale pour conduire une politique industrielle. Les grandes entreprises américaines ont bénéficié de contrats de R&D très importants, lesquels ont souvent permis à celles-ci d'acquérir de nouvelles compétences applicables aussi au domaine civil, au moins dans le long terme.

L'information est d'abord une production de richesse, celle du savoir dans un milieu concurrentiel.

I- L'INFORMATION COMME PRODUCTION DE RICHESSES

La guerre de l'information est souvent revendiquée. Elle met en évidence l'émergence de la civilisation de "L'ère de l'information" et le développement parallèle de modes d'affrontements politiques et sociaux qui convergent vers l'affaiblissement des Etats-nations et de leur monopole de la violence organisée. Dans ce contexte, le possesseur de l'information peut mieux "informer" sa décision et la rendre plus rigoureuse et plus cohérente. Dans ce contexte, l'économie a un double rôle sur l'intelligence économique. D'une part, l'information. Le gouvernement américain insiste pour que le secteur privé soit responsable du développement de l'information électronique, même si, dans certaines occasions, l'action du gouvernement peut être requise. Il faut mettre en place des règles, voire des lois internationales, sur la protection du consommateur, pour éviter les détournements de la propriété intellectuelle et la piraterie informatique, qui font peser des risques énormes à la nouvelle économie, et coûtent 250 milliards de dollars par an.

Pour le gouvernement américain, les résultats économiques jouent un rôle vital dans la sécurité internationale et il est impossible de distinguer les intérêts stratégiques des intérêts économiques. Il existe une corrélation

inévitables entre les crises financières, les désordres politiques et les guerres. Un nouveau concept de sécurité, fondé sur un réseau de politiques et d'accords internationaux, doit se mettre en place pour sécuriser et renforcer les avancées de la démocratie et des marchés libres. C'est l'organisation militaire (OTAN) et économique (CEE, GATT et FMI) du monde occidental qui a permis de réduire les conflits séculaires. Pour le gouvernement américain, le système international a besoin d'un leadership fort. D'abord, les forces du marché ne garantissent pas la prospérité (les économies en transition en portent témoignage). Ensuite, la prospérité sans intégration internationale ne produit pas une stabilité garantie, car les conflits peuvent être latents. Enfin, le processus d'intégration (qui rend les conflits si onéreux qu'ils apparaissent impossibles) doit lui-même être renforcé par un leadership politique puissant. Sans un pays dominant, sans une organisation internationale respectée, les conflits subsistent, comme l'ont démontré les deux dernières guerres mondiales. Les coûts économiques n'ont pas empêché les guerres. Dans ce contexte, les ambassades américaines fournissent une aide appropriée aux entreprises nationales.

Le gouvernement américain est le seul à faire du concept de géoéconomie une réalité stratégique quotidienne. Du fait de sa puissance, le gouvernement des Etats-Unis constitue une protection contre les dangers qui menacent ses intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales. Le Sénat a demandé la "criminalisation" de l'espionnage économique sur le sol américain. Aujourd'hui, les considérations commerciales jouent un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine. Les administrations et les milieux d'affaire travaillent ensemble, établissent une coopération régulière et construisent les bases suffisantes pour la mise en place de marchés globaux ouverts. Les Etats-Unis établissent des règles de conduite commerciales fondées notamment sur les droits de l'homme. De même, une concertation constante existe entre les milieux d'affaire et Washington concernant la diplomatie commerciale et la question des contrôles unilatéraux à l'exportation pour des raisons de politique étrangère. Ainsi, lorsque l'économie américaine n'a pas le monopole de la production, le gouvernement doit négocier des sanctions multilatérales (notamment pour les pays "voyous"), les sanctions unilatérales ne s'exerçant que si les intérêts nationaux sont directement en jeu. À défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles. La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirent sous l'influence de leurs négociateurs.

L'administration américaine s'est donnée pour objectif de mettre, de manière offensive, ses capacités de renseignement au service des entreprises

et d'organiser l'environnement informationnel. Les services de "contre-intelligence" (*counterintelligence*) sont dorénavant directement impliqués dans les activités commerciales et industrielles. Autrement dit, une information secrète sur Renault ou Toyota peut être fournie aux Big Three (General Motors, Ford, Chrysler). Comme le gouvernement défend l'idée d'une compétition loyale comme fondement de toute pratique commerciale, la CIA ne souhaite pas officiellement s'engager dans ce processus. On a donc développé, à côté de plusieurs organismes d'information au sein de la National Industry Security Information, de la Defence Technical Information Center (DTIC) et du CIRD (Central Information Reference, Collection) de la CIA et des officines d'espionnage industriel privées.

Internet a encore accéléré le phénomène avec les nouvelles formes de criminalité économique (notamment le "hacking", le chantage auprès des institutions bancaires, la désinformation). En 1991, la CIA a élargi ses mandats de la lutte contre la drogue et le crime organisé aux pratiques déloyales et aux méthodes frauduleuses des firmes commerciales, voire de pays amis, à la recherche du renouveau économique américain. C'est le domaine de l'intelligence économique. L'idée était que les Etats-Unis avaient perdu le leadership dans de nombreux domaines industriels, le directeur de la CIA affirmant même que dans le domaine des ordinateurs à usage militaire, des semi-conducteurs pour armes intelligentes et des télécommunications, la domination américaine était révolue. Cela était dû à l'aide des Etats en faveur de leurs entreprises nationales et à la contribution des services secrets pour s'appropriier les secrets industriels américains. Ainsi, une campagne de presse dénoncé, sans preuve, l'espionnage systématique des pays européens, notamment la France, dans les domaines de l'aéronautique, de la défense et de l'espace. Les Etats-Unis se sont alors préparés à cette lutte souterraine. Aujourd'hui, la CIA se propose d'entreprendre une action d'espionnage industriel. Elle s'engage déjà dans une mission d'étude et d'analyse des grands courants économiques et des avancées technologiques et elle a une mission de lutte contre "l'intelligence ennemie".

Dans cette stratégie, la prospérité économique est supposée dépendre de la capacité de l'économie américaine à être compétitive sur les marchés globaux, les exportations assumant plus de 11,5 millions d'emplois et le tiers de la croissance économique. Les missions de commerce à l'étranger constituent la pierre angulaire de la National Export Strategy, en vue d'ouvrir les marchés, d'identifier et de sécuriser les opportunités d'exportation et d'investissement et de présenter les produits, les technologies et les expertises des entreprises américaines dans le monde. Ces actions tendent à contrecarrer les pratiques promotionnelles des

concurrents, par la mise en place d'un partenariat entre le secteur privé et le secteur public des Etats-Unis en vue d'améliorer la compétitivité des acteurs économiques américains.

Le système américain de chasse aux contrats internationaux (Advocacy, Policy) repose sur l'Advocacy Center (ou "War room") créé au Département of Commerce en 1993. Son rôle n'est pas de diriger la manœuvre de vente, mais de faciliter l'avènement de l'opération en aplanissant des problèmes administratifs aux Etats-Unis et en apportant des soutiens d'information et d'opérations. Il coordonne les moyens d'appui du gouvernement (financement, expertises géopolitiques, coordination des ministères, par exemple). Il se sert de "l'Advocacy Network" qui réunit des compétences des acteurs politicoadministratifs, lesquels se proposent de faire remonter toute l'information utile pour les agents économiques américains. Le système est interactif. Les ambassades et les consulats épluchent les appels d'offre et sont à l'écoute des desiderata des demandeurs. Ce système a permis notamment le choix du marché Sivam de couverture radar de l'Amazonie par Raytheon (10 milliards de francs) au détriment de Thomson.

Cette diplomatie recherche l'effet immédiat. Pourtant, l'efficacité du système n'est pas incontestable³. L'Advocacy Center ressemblé parfois à une machine de propagande pour le commerce américain plutôt qu'un centre d'observation stratégique du commerce international. S'il reçoit beaucoup d'informations classifiées, le renseignement américain n'est pas à même de contribuer efficacement à la stratégie géoéconomique. Le gouvernement américain a besoin d'un consensus national sur le caractère central des intérêts commerciaux dans la politique étrangère. La principale responsabilité accordée à l'Etat est de vérifier que les intérêts des compagnies et travailleurs américains reçoivent un traitement loyal dans la compétition mondiale.

Les anglo-saxons emploient le concept de dominance d'information pour mettre en évidence le principe du contrôle instantané des sources électroniques et humaines sous-jacentes aux systèmes de décision (économiques, politiques ou militaires). Cette doctrine, controversée par les faits, suppose que la dominance par la connaissance implique aussi l'interprétation des signes donnés par les informations. Cependant les nations à forte intensité technologiques de l'information sont vulnérables car les

³ - Steele, R. (1997), *Intelligence stratégique aux Etats-Unis. Mythe ou réalité*, *Revue Française de géoéconomie*, *Les ressorts de la puissance économique américaine*, *L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXIème siècle*, n°2, Eté

transactions d'un certain nombre de secteurs (santé, paye, commerce électronique) sont basées sur une architecture ouverte et distribuée. Dans ce contexte, le renseignement est l'ami indispensable de l'intelligence économique.

L'intelligence territoriale peut être définie comme l'utilisation de l'organisation et des outils de l'intelligence économique au développement des territoires, voire à leur attractivité. Si la compétition économique l'emporte dans les choix économiques, il existe une divergence croissante entre les finalités strictement économiques des entreprises et le devenir socio-économique des régions politiques, ce qui posera à ces dernières des problèmes sociaux et sociétaux d'envergure. Les pratiques économiques ne peuvent plus apporter de solutions valables au niveau du développement. Des paramètres nouveaux seront à prendre en compte, entre autres l'appropriation des savoirs. La création d'une métaintelligence est susceptible de constituer un facteur moteur du développement régional, autour du concept d'attractivité. Les territoires intègrent progressivement les Technologies de l'information et la communication (TIC) et ils s'en nourrissent. La construction de l'infrastructure nécessaire aux TIC est la base de nouvelles opportunités pour l'ensemble des secteurs de la société (éducation, économie, social, santé). Dans ce contexte, l'intelligence territoriale est un processus informationnel continu développé par des acteurs locaux qui s'approprient les ressources d'un espace en mobilisant puis en transformant l'énergie du système territorial en capacité de projet.

II. L'IMPORTANCE DE L'INFORMATION POUR LA SÉCURITÉ MILITAIRE ET ÉCONOMIQUE D'UN PAYS OU, SELON HOBBS "KNOWLEDGE IS POWER"

L'information économique a toujours été un enjeu stratégique pour les nations. Du fait des conflits et de l'avènement d'une économie de marché, il existe aujourd'hui une fracture entre les services secrets et la société civile. Ce blocage culturel sur le renseignement explique partiellement le retard pris par la France concernant l'Intelligence économique, alors que celle-ci est très développée chez les anglo-saxons. En France, le renseignement est très lié à l'idée de surveillance policière. De ce fait, c'est seulement lors de la guerre d'Algérie que l'action des services de renseignement a été intégrée à l'action, par la mise en place d'une organisation cohérente du renseignement, surtout fondée sur les moyens industriels de guerre. Il en résulte aujourd'hui une méfiance toujours importante dans les processus administratifs face à l'utilité

de l'information sur l'autre. Autrement dit, la société française est plus encline à sauvegarder ses informations hors du regard des autres (parfois même du citoyen) que de la chercher à l'extérieur, sauf dans le secteur militaire.

Il y a quatre instruments de réflexion de l'information.

- La connectivité fournit l'accès à l'information externe et interne nécessaire aux acteurs économiques.
- Avec la concentration des efforts de production sur le renseignement économique synthétique, l'analyse des contenus se propose de synthétiser l'information hétéroclite et hétérogène pour la rendre utile.
- La coordination des efforts de synthèse permet de mettre en place l'infrastructure nationale d'information et d'organiser la "puissance cognitive".
- Enfin, la sécurité se propose de réduire les dangers d'effondrement des réseaux financiers, énergétiques, de communication et de transport.

Si le besoin d'informations n'est donc pas né avec l'intelligence économique, la mise en place d'un système la structurant au niveau d'une nation ou d'une collectivité territoriale, permet la disponibilité d'un système cohérent de production de savoir, de circulation et de protection de l'information et de la communication. Pour passer du renseignement à l'intelligence économique, un besoin d'éthique apparaît. L'intelligence économique a aussi créé un langage, un vocabulaire adapté au monde industriel et commercial. Il faut également noter que contrairement aux autres biens, l'information gagne de la valeur lorsqu'elle est consommée c'est-à-dire lorsqu'elle circule. L'information est à ce titre un élément de la chaîne de valeur lorsqu'elle est construite par des réseaux et partagée (c'est en cela qu'internet est un outil important de l'intelligence), alors que le renseignement relève plus d'un partage entre initiés.

L'intelligence économique repose sur l'information. On distingue quatre types d'information pour l'entreprise qui constitue l'information "ouverte", la mémoire (environ 90 % des informations), les informations des médias, celles des firmes (visites actives, réunions), l'expertise (savoir interne de l'entreprise) et les foires et expositions. L'information fermée se trouve auprès des partenaires de l'entreprise. Le lien entre la mémoire de l'entreprise et le réseau constitue l'une des étapes de l'intelligence économique. Cette information travaillée, triée constitue l'information dynamique, c'est-à-dire efficace.

Les freins repérés au développement de l'intelligence économique sont :

- Le manque de communication, d'interaction et de coordination de l'ensemble des sous-systèmes constituant les tissus nationaux d'intelligence,
- Le cloisonnement entre collecte, transformation, analyse et utilisation de l'intelligence au sein des nations.
- Le recrutement limité des sources, un manque de formation et de sensibilisation des nationaux,
- La non-participation des médias,
- La mauvaise gestion du secret,
- La gestion désordonnée des connaissances et des patrimoines culturels des nations,
- La faible aptitude faible à utiliser .et à valoriser l'information immédiatement disponible dans la courte durée.

La France se caractérise par une méfiance vis-à-vis de l'intelligence économique que l'on associe souvent à l'espionnage. Les activités publiques de renseignement relève de deux tutelles : le ministère de l'Intérieur (avec les RG, Renseignements généraux, et la DST, Direction de la surveillance du territoire) et celui de la Défense (DGSE, Direction générale de la sécurité extérieure, DGSE). La CNIL intervient aussi par l'intermédiaire du droit en surveillant la création de fichiers informatiques pour garantir la liberté individuelle. L'Etat met parfois ses services d'information à la disposition des entreprises.

Les grands groupes industriels français développent également de plus en plus leurs propres dispositifs d'intelligence économique. En outre, avec le développement des activités d'innovation et de propriété industrielle, les PME-PMI, soutenues par les Chambres de Commerce, utilisent de plus en plus les outils de la veille stratégique. Il existe aujourd'hui des associations professionnelles spécialisées, comme la SCIP (Society of Competitive Intelligence Professional) et des formations universitaires. Pour le rapport Martre⁴, la mise en oeuvre d'un véritable système d'intelligence économique en France doit s'accompagner de réformes portant d'une part sur la capacité

⁴- Martre, H. (1994), *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat au Plan, La Documentation française, Paris

des administrations à organiser une diffusion coordonnée d'informations stratégiques et d'autre part sur la capacité des entreprises à coordonner leur savoir-faire et collecter et diffuser l'information.

Une Délégation générale de l'intelligence économique a été créée au sein du Ministère de l'Economie et des Finances en octobre 2004, en réponse au rapport Carayon. Cette délégation a pour mission, dans le cadre compétitif de la mondialisation, de fournir au gouvernement et aux entreprises des analyses et des réflexions prospectives en matière économique, financière, industrielle et commerciale. Cinq objectifs lui ont été attribués :

- Aider le gouvernement à affiner ses choix stratégiques dans le domaine de l'économie mondiale,
- Mettre en place une veille concurrentielle sur la base d'une approche pluridisciplinaire,
- Développer les outils utiles à la mise à disposition de ces informations aux entreprises,
- Anticiper, autant que faire se peut, les événements, les évolutions ou les décisions des organismes internationaux, des gouvernements et des entreprises étrangères qui pourraient nuire aux intérêts de la nation et de ses entreprises,
- Proposer des contre-mesures efficaces, discrètes, susceptibles de ne pas faire l'objet de contentieux internationaux.

Le Japon est considéré comme une référence en matière d'intelligence économique, car il est le premier à avoir compris l'importance de l'information et à l'avoir organisée comme élément premier de leur compétitivité. Ils sont les leaders de la veille technologique. La constitution japonaise de 1868 mentionnait que le Japon se devait de chercher la connaissance dans le monde entier afin de renforcer les fondements du pouvoir impérial. Aujourd'hui, la part attribuée à l'information scientifique et technique est d'environ 10 à 15 % de l'ensemble des budgets de recherche et développement. Pour les Japonais, la veille technologique est la première phase de la création et commercialisation de tout produit. L'organisation la veille stratégique au Japon repose sur le triptyque "Etat-entreprise- citoyen". L'inscription de la veille technologique dans la constitution japonaise fait que tout citoyen japonais est concerné. Les entreprises japonaises se sont dotées de moyens importants en implantant des bureaux à l'étranger, de nombreux employés ont pour mission de voyager à travers le monde pour détecter les

innovations qui intéresseraient l'entreprise. Cette intelligence économique ne s'applique pas directement au secteur militaire. Compte tenu du développement dual des technologies, les applications militaires sont toujours présentes sur les marchés. Ainsi, les Etats-Unis ont pu créer des barrières douanières pour certains composants de leurs matériels militaires, en arguant la nécessité d'une certaine autarcie pour la production des armes. Comme l'OMC admet le principe d'une protection nationale des industries nationales d'armement, la procédure a pu être mise en marche, même si la compétition qui en a résulté, lorsque la procédure a été achevée, s'est aussi inscrite dans le domaine de l'économie civile.

Les Etats-Unis ont développé un système d'intelligence économique très important, qui a comme caractéristique d'être très dispersé et de ne fonctionner que très rarement au niveau national. Chaque entreprise a son propre système, elle ne s'intéresse qu'au segment qui la concerne et la recherche de l'information est orientée sur le court terme. Le "Business Intelligence" consiste surtout dans la consultation des banques de données faites par les "informations brokers" qui affectuent les recherches sur mesure, l'analyse des brevets ou le lobbying⁵. Le système d'intelligence économique aux Etats-Unis repose sur les sources d'informations du Congrès (Sénat et Chambre des représentants), du gouvernement, des agences fédérales indépendantes, des associations professionnelles, de la presse, du marché privé de l'information, des "thinktanks" (organismes de réflexion sur des sujets donnés qui réunissent des chercheurs, des représentants des administrations et des entreprises privées), les universités, les organismes internationaux aux USA, les radios et télévisions.

Depuis la présidence de Bill Clinton, l'intelligence économique est devenue la politique technologique fédérale, par référence à la sécurité nationale, pour renforcer la compétitivité des entreprises et les aider à faire face à la concurrence japonaise. C'est une condition de la puissance des Etats-Unis et du potentiel de défense des Etats-Unis face aux agressions extérieures éventuelles.

⁵- Il s'agit d'un fondement de la démocratie américaine et donc d'une profession reconnue (30 000 lobbyistes sont enregistrés à Washington)

III- LA PROTECTION ÉCONOMIQUE DES “ VALEURS SÉCURITAIRES “

L'intelligence économique est un élément de l'élargissement du concept de Défense. Elle est de plus en plus concernée par les aspects sécuritaires, du fait du déplacement des conflits sur le plan économique. Dans cette approche, la nation et l'entreprise ont les mêmes préoccupations. La guerre de l'information indique qu'aujourd'hui le contrôle de l'information est aussi important que la supériorité aérienne lors des guerres précédentes. Pour le Department of Defense des Etats-Unis, La guerre de l'information désigne les actions visant à la supériorité informationnelle. Dans ce dessein, les actions visant à altérer l'information de l'adversaire et à accroître les possibilités d'action reposant sur l'information, les systèmes d'information et les réseaux d'ordinateurs appartiennent au domaine de l'intelligence économique, matérialisée par une opération de renseignement, d'espionnage ou de brouillage, à des fins de relation de puissance, des informations sensibles. Dans ce contexte, l'application militaire des ordinateurs et autres technologies de l'information et les changements organisationnels et doctrinaux sur la puissance des Etats fournissent des exemples ou situations qui réduisent la marge entre le renseignement militaire et l'intelligence économique.“

A) Le rapprochement entre renseignement et intelligence économique

Il existe une distinction entre information et renseignement. L'information est ! un élément de connaissance susceptible d'être codé, pour être conservé, traité ou communiqué. Dans ce contexte, le renseignement est un ensemble de connaissances sur un adversaire potentiel, utiles aux pouvoirs publics et au commandement militaire. Il s'agit donc d'une information traitée, analysée et diffusée à qui de droit. Généralement, le renseignement a pour objet de fournir au gouvernement des informations très nombreuses concernant principalement la surveillance des régions à risques, la criminalité organisée, les migrations illégales, les zones de conflit, les technologies sensibles d'aujourd'hui et de demain, les technologies militaires ou l'évolution du terrorisme international.

L'OTAN distingue le contre-espionnage et la contre-ingérence. Elle définit le contre-espionnage comme l'action ayant pour but de détecter l'espionnage et de s'y opposer et la contre-ingérence comme l'opération visant à déceler et à neutraliser toute menace contre la sécurité résultant des activités de service de renseignement, d'organisations ou d'agents se livrant à l'espionnage, à la subversion ou au terrorisme. Le renseignement de sécurité propose des informations sur la nature, les possibilités ou les intentions d'organisations ou

d'individus hostiles, qui sont ou pourraient être engagés dans des activités d'espionnage, de sabotage, de subversion ou de terrorisme.

Le renseignement de défense est un peu particulier, il a des spécificités propres, il a pour mission de participer à la prévention des crises internationales et de procéder à des évaluations de situation pouvant conduire à des actions militaires.

Dans ce cadre on distingue trois sortes de renseignements:

- Le renseignement stratégique donne des informations nécessaires à la prise de décision au plan national ou international. Les renseignements collectés portent généralement sur les domaines de la biographie, économie, sociologie, transports et télécommunications, géographie militaire, forces armées, politique, science et technologie.
- Le renseignement opérationnel est nécessaire pour la planification et la conduite d'opérations visant des objectifs stratégiques. Il s'intéresse aux moyens militaires, à la structure des forces, à la doctrine, à l'armement et aux équipements et infrastructures.
- Le renseignement tactique porte sur la connaissance de l'ennemi ou des forces en présence, il fournit des informations sur les circonstances géographiques et atmosphériques, l'attitude de la population civile ou le terrain de l'opération. Il favorise l'information nécessaire à l'action concrète.

Quatre actions principales concernent l'intelligence économique:

- La maîtrise du patrimoine scientifique et technologique et des savoirs faire (identification, connaissance du droit, des règles et normes de la propriété industrielle et immatérielle, application des règles de sûreté et de sécurité industrielle, maîtrise des technologies de l'information, conscience des coûts de l'information),
- La détection des opportunités et des menaces (anticipation du risque, maîtrise des technique de veille, application du cycle du renseignement, perception de la réalité des rapports de force, recensement des complémentarités, capacité de détection des réseaux, capacité de déploiement offensif),
- La coordination des activités (sens du dialogue, culture collective de l'information, combinaison opérationnelle de l'information fermée, capacité de mobilisation des réseaux),

- Les pratiques d'influence (maîtrise des technologies de guerre de l'information, valorisation de l'information, investissement dans l'information, appropriation des réseaux d'information).

Dans ce contexte de rapports étroits entre puissance économique et puissance militaire, la distinction entre renseignement et intelligence économique perd une partie de sa pertinence. Si le renseignement est souvent engagé par les organismes publics, l'intelligence économique est plutôt du ressort de l'ensemble des acteurs économiques. Le rôle de l'Etat dans le domaine de l'intelligence économique n'est pas de se substituer à l'entreprise. Il permet :

- d'intégrer le renseignement à caractère diplomatique, politique, économique ou technologique dans le processus de décision au niveau du gouvernement. L'Etat doit accomplir ces missions régaliennes,
- de maintenir son rôle de gardien du patrimoine économique et de développement technologique,
- de renforcer son rôle de stratège, avec la mise d'une véritable doctrine de sécurité économique,
- de développer les relations entre l'administration et le monde de l'entreprise pour élaborer des stratégies globales,
- de garantir la sécurité des citoyens (notamment dans la lutte contre le terrorisme ou l'économie criminelle).

Les Etats développent l'intelligence économique en fonction de leur culture nationale, véritable point d'ancrage des pratiques du renseignement économique. À ce titre, les Etats-Unis et le Japon disposent de réels avantages par rapport à l'Europe. Or, les conflits géopolitiques se sont déplacés vers des stratégies de dominance fondées sur un contrôle des infrastructures et de la production de l'information. Les années 1990 ont vu des rapprochements entre les agences de renseignement et les dispositifs du commerce extérieur, notamment aux Etats-Unis.

Le but est la réalisation de formes concentrées de dominance stratégique ou de résistance "stratégique". Le concept de dominance stratégique "repose sur la capacité d'un Etat d'interdire ou de dissuader un Etat rival de remettre en cause ses propres règles de conduite et sa perception du monde. Le gouvernement des Etats-Unis se propose de dégager une stratégie de "dominance cognitive", ce qui suppose l'existence d'un contre-pouvoir, c'est-à-dire des potentiel sur son propre terrain C'est ce que recherchent aujourd'hui les entreprises.

B) Le concept de veille technologique

En France, on a d'abord utilisé le terme de veille. La différence entre les notions de veille et d'intelligence économique est difficile à saisir. La veille n'est qu'une des trois composantes de l'intelligence économique avec les mesures de sécurisation de l'information et les actions d'influence. Il semble que l'on parle plus d'intelligence économique au niveau de l'Etat et de veille stratégique dans les entreprises. La veille stratégique est le processus de recueil d'information qui décèle les faibles signaux de l'environnement en vue de mettre en évidence des opportunités ou de réduire l'incertitude. Aujourd'hui, on préfère parler d'intelligence économique. Il s'agit d'activer l'information disponible en vue d'améliorer la compétitivité des firmes nationales. Ce n'est donc pas une accumulation d'informations, mais la construction logique d'un savoir à des fins économiques, mais aussi géopolitiques.

La " veille " implique l'acquisition d'information (détection et l'accès aux sources), la transmission et le stockage et l'intelligence économique (synthèse des informations utiles). Elle correspond à une approche passive de recueil des informations. Il existe quatre types de veille⁶, qui correspondent à des domaines d'observation différents:

- La veille technologique concerne la recherche fondamentale, les acquis scientifiques et technologiques issus de la recherche, les produits ou services, les designs, les procédés de fabrication, les matériaux et filières, les brevets et normes, les systèmes d'information, les prestations de service qui servent l'image de l'organisation Elle représente l'ensemble des techniques qui organisent de manière systématique la collecte, l'analyse, la diffusion de l'exploitation des informations techniques utiles à la sauvegarde et à la croissance des entreprises. Elle met en évidence les innovations concrètes ou potentielles sur un secteur industriel particulier, notamment dans le domaine militaire.
- La veille marketing s'occupe des clients, des fournisseurs et sous-traitants, des acheteurs et distributeurs' à la détection des nouveaux marchés. Elle prend en compte l'évolution des besoins des clients et à la qualité des services.

⁶ Bensahel, L. (2004), *Risque-pays et intelligence économique, Fragments de cours. UPMF, Grenoble.*

- La veille concurrentielle traite des concurrents, leurs gammes des produits et substituts, les circuits de distribution, des analyses de coût, des organisation et culture de l'entreprise, de l'évaluation de la direction générale des portefeuilles d'activité de l'entreprise. Elle permet de connaître les savoir-faire des concurrents leur technique de vente et politique de communication. Une de ses modalités est le "benchmarking" qui consiste à prendre un concurrent comme référence, de s'aligner sur son mode de fonctionnement.
- La veille stratégique et sociétale ou veille environnementale s'intéresse aux aspects réglementaires, financiers et fiscaux, à l'environnement économique, politique, social et aux ressources humaines. Elle correspond Se pose alors la problématique légalité-légitimité dans sa pratique de l'intelligence stratégique. Ceci s'est traduit par une classification des différentes actions entre actions normale, les actions de violence légales rejetées par la population), les actions informelles (illégales mais tolérées), les actions criminelles. Le rapport Martre⁷ a mis en évidence le pouvoir des nouvelles avenues de l'information, notamment dans la fusion des méthodologies militaires et civiles, l'efficacité du croisement des sources ouvertes et du renseignement et les enjeux de la guerre d'information. Le rapport Carayon⁸, commandé par le Premier ministre, a fait le point sur l'état de la question en France aujourd'hui et les enjeux de l'intelligence économique. L'intelligence économique pose le problème de la formation de la recherche et développement, de la production de savoir à haute valeur ajoutée et de la protection juridique. Il met également en lumière la nécessité d'une organisation auprès du gouvernement afin de construire, comme les américains, une institution spécifique au service des entreprises et du gouvernement, rapprochant ainsi les aspects militaires et civiles.

7- Martre, H.(1994), *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat au Plan, La Documentation française, Paris.

8- Carayon B., 2003, *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Rapport au Premier ministre.

EN CONCLUSION

Les conflits se sont déplacés des conflits armés entre nations aux conflits économiques et l'information est un élément important de la compétitivité mais aussi comme un facteur essentiel de déstabilisation des concurrents. Les Américains ont mis en place des structures dédiées à la surveillance des forums de discussion pour aider les firmes multinationales à connaître et combattre ce type d'action indirecte. La guerre de l'information devient importante et nécessite une mobilisation de plusieurs ressources aussi bien au niveau de l'Etat qu'à celui de l'entreprise. On parle de "guerre de l'information" comme nouvelles modalités de conflit.

La problématique de l'intelligence économique ne se résume pas au partage de l'information en vue d'innover ou de penser le développement avec plus de cohérence. Cette vision politiquement correcte ne couvre qu'une partie du problème. L'analyse des rapports de force entre les blocs, puissances, régions et entreprises est indispensable pour lire à moyen et à long terme le dessous des cartes de la compétition économique mondiale, faire face aux velléités hégémoniques de certains pays industrialisés⁹ La quête de l'information peut conduire à un conflit électronique dans lequel l'information constitue une ressource stratégique, valant la peine d'être volée ou détruite. Les maladies de l'intelligence économique sont l'espionnage industriel (illégalité dans la recherche de l'information, atteinte à la vie privée), les virus, le piratage informatique, les écoutes téléphoniques. Les ordinateurs et autres systèmes d'information et de communication forment alors les premières cibles. L'infoguerre devient alors la lutte pour le contrôle de l'information, élément clé de pouvoir et de richesse dans le monde contemporain. L'intelligence économique est une arme redoutable qui révolutionne les conditions de la compétition mondialisée des échanges.

La Révolution des Affaires Militaires (RMA) a mis en évidence l'utilisation de l'information à des fins militaires, autour de trois axes:

- Le chef ne peut pas tout connaître, il faut mettre en place des cellules de gestion de l'information.
- Il faut systématiser le recours à la méthodologie et le management de la perception, regrouper l'ensemble des techniques de gestion obtenir un

⁹- Harbulot C., le Général Pichot-Duclos J., 1996, *La place du renseignement dans la société française*, revue de Défense Nationale

avantage pérenne sur les concurrents, le “ knowledge management “ devient le tronc commun des connaissances.

- Il convient d'améliorer le management de la perception (comment faire céder un concurrent en utilisant la connaissance ou l'information de manière offensive?).

Les Etats-Unis utilise beaucoup société de l'information pour développer des stratégies d'influence sur le plan économique ou culturel et notamment dans des domaines où les manipulations de la connaissance sont nombreuses comme la lutte anti-corruption, la défense de l'environnement, la santé alimentaire, la protection sociale, la protection de la démocratie. Dans le secteur militaire, la désinformation est la règle, mais dans ce cas, les pays ont une habitude du secret. Cependant l'écart entre le militaire et le civil diminue, mais. Les méthodes et routines militaires ne s'appliquent pas avec suffisamment de précaution. Il en résulte un rapprochement net entre l'intelligence économique et le renseignement militaire.

Bibliographie

Audigier, M., Coulon, G., Rassat, P. (2003), *L'intelligence économique, un nouvel outil de gestion*, Ed. Maxima.

Baumard, P. (2002), Les limites d'une économie de la guerre cognitive, in *La manipulation de l'information* (Harbulot, Lucas, Eds.), Edition Lavauzelle. Paris.

Bensahel, L. (2004), *Risque-pays et intelligence économique*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Bournois, F., Romani, P.J. (2000), *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Economica, Paris.

Carayon, B. (2003), *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Rapport au Premier Ministre, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005) [An economic interpretation of French military expenditures](#), *Defence and Peace Economics*, 2005, 16 (4).

Eisner, Robert, Jacques Fontanel, and Robert Schwartz. *Les économistes face au couple Paix-Développement*. Espace Europe Université Pierre Mendès France, 1994.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité, XIII(4)

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A., 2003. *Civilisations, globalisation et guerre..* Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J., (2004), *Intelligence économique et son exercice*, Séminaire Université Pierre Mendès France de Grenoble et Université d'économie et des finances de Saint-Petersbourg, FINEC-, 21 Septembre. hal-02196523

Jacques Fontanel. La menace de guerre comme expression de la puissance. *Guerres et Conflits économiques*, Université Pierre Mendès France Grenoble, 2004

Fontanel, J. (2005), Les stratégies de la guerre économique, in *Globalisation économique et sécurité internationale* (J. Fontanel, Ed.). Université Pierre Mendès France de Grenoble.

Fontanel, J. (2005), "La globalisation en analyse." *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris (2005): 250.

Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), "The end of the French Grandeur policy", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8, pp. 37-55, 1997.

Guerraoui, D., Richet, X. (2005), *Intelligence économique et veille stratégique*. L'Harmattan, Paris.

Harbulot, C., Pichot-Ducloas (1996), La place du renseignement dans la société française, *Revue Défense Nationale*.

Martre, H. (1994), *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Documentation française, Paris.

Redlob, A. (2005), L'intelligence économique, une nouvelle frontière, in *Intelligence économique et veille stratégique* (Guerraoui, Richet; Eds.). L'Harmattan, Paris.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1986) *Managing the Cost of Defence. A comparison of the British and French Experience*. Public Money, Vol. 5 ; N° 4, London, March

Steele, R. (1997), *Intelligence stratégique aux Etats-Unis. Mythe ou réalité*, *Revue Française de Géoéconomie*.

